

**ARRÊTÉ N°AP-2024-0040**

**RÉGLEMENTANT UN RÉGIME DE PRIORITÉ**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.415-7 ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal en date du 4 octobre 2002 réglementant le régime de priorité au carrefour formé par la rue Clément Ader et la rue du Président René Coty ;  
Considérant le prolongement de la rue du Président René Coty par la rue du Languedoc ;  
Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté précité en date du 4 octobre 2002 ;  
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer le régime de priorité à l'intersection formée par la rue Clément Ader et les rues du Languedoc et du Président René Coty ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'arrêté municipal du 4 octobre 2002 réglementant le régime de priorité au carrefour formé par la rue Clément Ader et la rue du Président René Coty est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2** – Les conducteurs circulant rue Clément Ader doivent céder le passage aux véhicules roulant sur la rue du Languedoc et la rue René Coty et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite « Cédez le passage » par les services techniques municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

Fait à Pau, le

**04 AVR. 2024**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire